



HAL
open science

Michel BAUWENS, Vasilis KOSTAKIS et Alex PAZAITIS, Peer to Peer : The Commons Manifesto , University of Westminster Press, 2019, 102 p.

Ludovic Bonduel

► **To cite this version:**

Ludovic Bonduel. Michel BAUWENS, Vasilis KOSTAKIS et Alex PAZAITIS, Peer to Peer : The Commons Manifesto , University of Westminster Press, 2019, 102 p.. Réseaux: communication, technologie, société, 2020, N° 224 (6), pp.257-262. 10.3917/res.224.0257 . hal-04316830

HAL Id: hal-04316830

<https://hal.science/hal-04316830v1>

Submitted on 4 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Michel BAUWENS, Vasilis KOSTAKIS, et Alex PAZAITIS, *Peer to Peer: The Commons Manifesto*. University of Westminster Press, 2019, 102 p.

Par Ludovic BONDUEL

« Jamais, depuis que Marx identifia dans les usines de Manchester la marque de la nouvelle société capitaliste, n'avions-nous connu de transformation si profonde des fondamentaux de notre vie sociale. » Ce manifeste pour une économie des communs s'ouvre sur la même phrase qu'un article fondateur écrit par Michel Bauwens en 2005. L'auteur – depuis rejoint par d'autres chercheurs tels que Vasilis Kostakis ou plus récemment Alex Pazaitis au sein de la P2P Foundation – n'a cessé d'approfondir, par l'observation et la théorisation, sa réflexion sur cette transformation. Ce manifeste vient donc récapituler et vulgariser une quinzaine d'années de recherches, en confirmant et en précisant des intuitions présentes dès l'origine, pour en déduire une stratégie politique dont l'ambition, à terme, est le dépassement du capitalisme.

Quelle est la transformation dont il est question ? Le premier chapitre en définit les contours en revenant sur plusieurs notions clés. D'abord, le « pair-à-pair » (ou P2P), qui constitue un type de relations sociales où des individus (pairs) en réseaux peuvent librement collaborer, s'organiser et co-crée de la valeur sous forme de ressources partagées. Le P2P désigne non seulement ce type de relations sociales, mais aussi l'infrastructure technique qui permet leur généralisation. Si les TIC ont permis à ces relations sociales d'avoir lieu à l'échelle du globe, le P2P ne se limite pas au monde numérique, et peut être pris comme synonyme de « mise en commun » (*commoning*) puisqu'il décrit la capacité de contribuer à la création et à l'entretien de ressources partagées. Les auteurs reprennent par ailleurs la définition des communs fournie par David Bollier : il s'agit de ressources partagées, co-gouvernées par leur communauté d'utilisateurs, à partir de règles et normes fixées par cette communauté.

Enfin, la production entre pairs (*peer production*) représente un « proto-mode de production » (p. 6) où les infrastructures P2P permettent à des individus disséminés de s'auto-organiser et de co-crée des communs numériques, sans recourir à des mécanismes marchands ou des systèmes hiérarchiques. Il ne s'agit pas encore d'un mode de production à part entière dans la mesure où il ne peut se reproduire en dehors de sa dépendance mutuelle avec le capitalisme. D'une part, ceux qui contribuent aux communs numériques ne peuvent en vivre ; d'autre part, les entreprises s'inspirent de la production entre pairs pour se moderniser et mettent en commun certaines ressources informationnelles pour réduire leurs coûts de production. Pourtant, les auteurs maintiennent que la production entre pairs possède une dimension qui transcende le capitalisme et pourrait permettre son dépassement.

C'est dans le second chapitre, portant sur la question de la valeur, qu'on peut trouver les idées les plus originales et stimulantes du livre. Si les débats de théorie économique sur le sujet font rage depuis la crise de 2008, chacun s'accorde sur le fait que le capitalisme connaît une profonde crise de la valeur. Pour les auteurs du manifeste, cela s'explique par une transition d'un régime de valeur à un autre, lié au P2P. Des différences relativement sensibles existeraient en effet dans la façon dont la valeur est produite, enregistrée et actualisée dans le capitalisme industriel et dans la production entre pairs. La théorie de la valeur travail serait adéquate pour décrire le

fonctionnement du capitalisme, mais elle a toujours cohabité avec d'autres modes de valorisation non capitalistes qui aujourd'hui deviennent centraux, au point de déstabiliser le capitalisme. Dans la production entre pairs, la valeur correspondrait en résumé à la reconnaissance par les pairs des différentes contributions conçues comme les parties d'un commun effort.

Les auteurs plaident alors pour une forme de souveraineté sur la valeur où les communautés (les contributeurs de Wikipédia ou à des logiciels libres par exemple) développeraient de nouvelles formes de comptabilité pour déterminer ce qu'elles valorisent. Pour eux, l'économie des communs n'est en effet pas incompatible avec la valeur d'échange, car « la valeur d'échange n'est pas toujours capitaliste » (p. 15). Par exemple, au Moyen Âge, le prix des céréales était fixé à un niveau qui devait permettre à chacun de se nourrir et les spéculateurs encouraient la peine de mort (p. 13). Les auteurs identifient ainsi trois institutions qui se retrouvent dans chaque écosystème de production entre pairs : une communauté productive de contributeurs, une association à bénéfice social (comme la fondation Wikimédia), et une coalition entrepreneuriale (telle que la compagnie Wikia). L'association à bénéfice social n'organise pas la production mais entretient l'infrastructure qui la rend possible. Les entreprises gravitant autour de communs numériques peuvent quant à elles être orientées vers la maximisation du profit, mais d'autres (essentiellement des coopératives) peuvent viser la subsistance et des objectifs sociaux et/ou environnementaux.

Le troisième chapitre explore les différents modèles d'infrastructures techniques P2P promus par différents acteurs sociaux avec un tableau à quatre quadrants polarisés sur deux axes : orientés vers le profit ou vers des buts sociaux (axe horizontal), et centralisé/global ou décentralisé/local (axe vertical). Du côté des modèles capitalistes se trouvent à la fois des infrastructures propriétaires dans les mains d'un acteur central qui la façonne selon ses intérêts (à l'image de Facebook, Google, Uber), et des infrastructures plus décentralisées (comme pour le Bitcoin ou Kickstarter). Du côté des modèles orientés vers des buts sociaux, les communs numériques peuvent être utilisés pour renforcer l'organisation des communautés locales ou pour s'organiser à une échelle globale. Pour les auteurs, les communs locaux sont une partie de la solution aux problèmes rencontrés mais il est essentiel de développer un contre-pouvoir à l'échelle globale. De plus, la production immatérielle globalisée pourrait selon eux se doubler d'une relocalisation de la production matérielle, dans une logique qualifiée de « cosmocaliste » (p. 40).

Le quatrième chapitre propose d'inscrire le P2P dans une théorie de l'histoire. Celle-ci s'appuie sur les travaux du philosophe Kojin Karatani pour revisiter le récit marxiste dans un sens plus réformiste. À la succession historique des modes de production se substitue celle de modes d'échanges sociaux : la réciprocité/don, la hiérarchie, l'échange marchand et l'association. On retrouve ainsi une forme de communisme primitif à l'origine avec la réciprocité et le P2P local et une sorte de communisme abouti à la fin de l'histoire, avec l'associationnisme ou le P2P global. Deux différences sont néanmoins cruciales. D'abord, tous les systèmes sociaux sont multimodaux, les modes d'échange coexistant et se confrontant pour devenir dominants. Surtout, les révolutions sociales et politiques n'existent qu'en tant que résultats de transformations sociales structurelles qui les précèdent. Tout comme le capitalisme s'est

longuement développé sous le féodalisme avant que des révolutions politiques ne se produisent, le développement des communs ne résultera pas d'une révolution, mais conditionne la survenue de celle-ci (à très long terme).

Le dernier chapitre développe une stratégie globale pour une transition vers une économie des communs. Cette dernière consiste essentiellement à développer une synergie entre les communs et des coopératives d'un type nouveau, dites « ouvertes ». Elles auraient des buts sociaux et environnementaux inscrits dans leurs statuts, seraient détenues et gouvernées par une diversité d'acteurs (travailleurs, consommateurs, collectifs de citoyens, etc.), contribueraient à la maintenance de communs matériels et immatériels, et seraient associées à une échelle globale avec des coopératives de même type. La synergie avec les communs numériques serait stimulée par des « licences à réciprocité » (p. 64), qui soumettraient l'usage commercial des communs à certaines conditions, comme celle d'être membre d'une coopérative par exemple. L'État devrait aussi prendre progressivement la forme d'un partenaire des communs permettant à chacun de contribuer à ces derniers. Enfin, il faudrait développer un contre-pouvoir global en organisant à tous les échelons les entités économiques orientées vers les communs et leurs alliés politiques, dans une logique de double fédération que l'on peut rapprocher des propositions de Dardot et Laval.

Les thèses du manifeste sont stimulantes et plusieurs points mériteraient d'être discutés. D'abord, si la notion de P2P reflète bien les premiers pas d'internet, on peut s'interroger sur sa capacité à décrire son infrastructure actuelle, bien plus centralisée : les fournisseurs d'accès sont constitués en oligopole, les applications fermées et contrôlées par une poignée d'acteurs commerciaux (les fameux GAFAM) deviennent incontournables, et l'informatique en nuage tend à déposséder encore plus les usagers de leur matériel informatique au profit de ces intermédiaires marchands. De plus, appliquée hors du domaine numérique, la notion de P2P ne donne-t-elle pas une image appauvrie de la société et de l'imaginaire social ? Ceux-ci sont difficilement réductibles à une somme de réseaux interindividuels, sachant que leur puissance créatrice opère essentiellement à une échelle collective, anonyme et diffuse.

Ensuite, une économie post-capitaliste peut-elle réellement prendre son essor dans une société capitaliste ? L'idée mérite un sérieux débat. En effet, on voit trop bien les mille façons dont les systèmes de valorisation de pair-à-pair, en tissant des ponts avec le marché, pourraient s'y dissoudre. Quand bien même, cette stratégie ne joue-t-elle pas trop sur le long terme à l'heure de l'urgence écologique ? Enfin, un système de valorisation de pair-à-pair devenu dominant ne garantit pas nécessairement un projet émancipateur et pourrait favoriser des formes de contrôle social proprement dystopiques.

Ludovic BONDUEL

Université LUISS Guido Carli, Rome

ludovic.bonduel@sciencespo.fr